

# Israël : John Kerry dénonce la colonisation



**Le secrétaire d'Etat américain sortant a mis en garde contre le danger de l'abandon d'une solution à deux Etats**

En pleines fêtes de fin d'année, à trois semaines de la passation de pouvoirs à l'administration Trump, le 20 janvier 2017, à quoi bon revenir sur un dossier qui reste l'un des échecs les plus cuisants de Barack Obama ? Dans un discours de soixante-dix minutes, mercredi 28 décembre à Washington, consacré au conflit israélo-palestinien, John Kerry n'a pas directement répondu à la question, mais ses auditeurs ont compris à son ton passionné et à l'extraordinaire longueur de son intervention qu'il en allait d'un testament personnel. " *Nous ne pouvons pas – en toute bonne conscience – ne rien faire et ne rien dire alors que nous voyons l'espoir de paix s'évanouir* ", a justifié le secrétaire d'Etat.

Si Barack Obama s'est depuis longtemps désengagé du processus de paix, faute d'y voir des perspectives de succès tant que Benyamin Nétanyahou serait aux affaires en Israël, John Kerry, lui, s'est personnellement impliqué dans la recherche d'un compromis dès son arrivée à la tête de la diplomatie américaine en 2013.

Après trois années d'efforts soutenus et des " *centaines d'heures* ", a-t-il dit, de discussions avec le premier ministre israélien, le secrétaire d'Etat a livré un diagnostic sans appel : la solution des deux Etats " *est en grand danger* ". Et cela, du fait de la politique de colonisation poursuivie par Tel-Aviv. " *Le premier ministre israélien soutient officiellement la solution des deux Etats, mais sa coalition est la plus à droite de l'histoire israélienne* ", a-t-il accusé.

Selon le *New York Times*, John Kerry souhaitait tenir ce discours il y a deux ans, mais en a été empêché par Barack Obama, qui ne voulait pas envenimer davantage ses relations avec Benyamin Nétanyahou. A trois semaines de son départ du département d'Etat, John Kerry a décidé de prendre date devant l'Histoire, sans plus se soucier de ménager l'allié israélien.

" *Séparés mais égaux* "

Loin de l'habituelle retenue diplomatique, il a exposé dans le détail l'augmentation exponentielle de la colonisation. " *Je ne pense pas que la majorité des gens en Israël, et certainement dans le*

*monde, se rendent compte à quel point le processus est devenu large et systématique, a-t-il noté. Mais les faits parlent d'eux-mêmes. "*

Le nombre de colons pour la seule Cisjordanie, sans compter Jerusalem-Est, a augmenté de 270 000 depuis les accords d'Oslo de 1994, a-t-il affirmé, dont 100 000 depuis 2009 et l'arrivée à la Maison Blanche de Barack Obama, qui avait fait du gel de la colonisation son premier objectif. Près de 90 000 colons vivent à l'est de la barrière de sécurité construite par les Israéliens et leur nombre a augmenté de 20 000 depuis 2009.

Récemment, une nouvelle implantation a été approuvée *" plus près de la Jordanie que d'Israël, a-t-il stigmatisé. Qu'est-ce que cela dit aux Palestiniens, mais aussi aux Etats-Unis et au reste du monde, des intentions d'Israël ? "*

M. Kerry a mis en garde Israël contre le danger que représente l'enterrement de la solution des deux Etats. *" Si le choix est celui d'un seul Etat, Israël peut être un Etat juif ou un Etat démocratique. Il ne peut pas être les deux. Et il ne sera jamais vraiment en paix. "* Sans aller jusqu'à parler d'apartheid, il a décrit la situation qui serait celle des Palestiniens avec le vocabulaire de la ségrégation raciale : *" Séparés mais égaux. "*

M. Kerry a aussi défendu la décision de l'administration américaine de ne pas mettre son veto à la résolution 2334 condamnant la colonisation, adoptée le 23 décembre par le Conseil de sécurité des Nations unies – un geste qui a précipité les relations entre Washington et Tel-Aviv dans une nouvelle crise. *" Nous ne pouvons pas défendre et protéger correctement Israël si nous permettons qu'une solution viable de deux Etats soit détruite devant nos propres yeux. "*

C'est également en soulignant les risques de l'actuel statu quo que les autorités françaises organisent, le 15 janvier 2017 à Paris, une deuxième conférence internationale sur le Proche-Orient. *" Il faut fixer par écrit les grands principes avant d'entrer dans une période d'incertitude totale "*, explique-t-on à Paris. Quelque 70 pays devraient être représentés, quarante de plus qu'en juin à la première conférence. Il devrait y avoir cette fois aussi les ministres des affaires étrangères – ou au moins les représentants – de tous les Etats de l'UE, du G20 et des membres élus du Conseil de sécurité.

*" Climat très lourd "*

En lançant ce processus fin janvier 2016, Paris voulait remettre à l'agenda international un conflit passé au second plan dans le chaos général du Proche-Orient. Toute l'originalité de la démarche était de ne pas inviter Israéliens et Palestiniens pour la première étape afin de créer un cadre favorable à la reprise de discussions directes. *" Nous ne pouvons pas nous substituer aux parties prenantes ; notre initiative vise à leur donner des garanties que la paix sera solide, durable et contrôlée internationalement "*, avait expliqué le président François Hollande, lors de la première rencontre, le 3 juin. Cette deuxième conférence se déroulera pourtant à nouveau en l'absence des deux protagonistes.

Ni le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, ni le président palestinien, Mahmoud Abbas, n'ont été invités à la conférence, faute de consensus. Néanmoins ils ont été conviés le soir du 15 janvier 2017 à l'Elysée pour un dîner. M. Nétanyahou a refusé. Les autorités israéliennes ont toujours estimé que seules des discussions directes pouvaient donner des résultats. Elles ont encore durci leurs positions. *" Cette conférence est une version moderne du procès Dreyfus avec l'Etat d'Israël et le peuple juif sur le banc des accusés "*, a lancé le ministre de la défense israélien, Avigdor Lieberman.

M. Abbas, lui, sera à Paris. " *Nous espérons que cette conférence définira un mécanisme et un calendrier pour mettre fin à l'occupation* ", a-t-il expliqué. Nul ne se fait pourtant d'illusion. " *Les discussions se tiendront dans un climat très lourd après le vote de la résolution de l'ONU et il n'y aura guère d'engagements concrets. Mais il faut au moins tenter de graver dans le marbre des fondamentaux* ", explique un diplomate français.

Pour parvenir à lancer un message commun en juin – et ne pas braquer d'entrée de jeu Israël –, les participants avaient évité les questions les plus sensibles (les frontières, le statut de Jérusalem, le retour des réfugiés, la sécurité, le partage de l'eau) pour mettre en avant les références qui ont été depuis des années au centre des diverses initiatives de paix. Cette fois, le communiqué final pourrait être plus précis et ferme.

Cinq jours plus tard, Donald Trump s'installera à la Maison Blanche. Dans sa réaction au discours de John Kerry, Benyamin Nétanyahou n'a pas caché qu'il se " *réjouissait de travailler* " avec le nouvel élu et le Congrès pour " *corriger* " les effets de la résolution de l'ONU sur les colonies. M. Trump l'a, de son côté, invité sur Twitter à la patience : " *Reste fort, Israël. Le 20 janvier arrive à grands pas.* "

**Corine Lesnes et marc semo (à paris)**

© Le Monde